



VILLE DE
HOUILLES

**ARRÊTÉ DU MAIRE
DE STATIONNEMENT ET DE CIRCULATION
RUE FELIX TOUSSAINT – RUE JULES GUESDE –
ALLÉE ALBERT LAPORTE**

—
République Française
Département des Yvelines

—
Direction des Services Techniques
Arrêté temporaire n° 26/149

Le Maire de la Ville de Houilles,

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2212-2, L. 2213-1 à L. 2213-6,
- Vu** le Code de la Voirie Routière,
- Vu** le Code de la Route, et notamment ses articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-25, R 417-1, R 417-9, R 417-10, R417-11 et R 417-12,
- Vu** le Code Pénal et notamment son article R. 610-5,
- Vu** l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 – 8ème partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992, modifiés,
- Vu** l'arrêté réglementant la circulation des véhicules dans la ville, du 20 décembre 1977,
- Vu** l'arrêté réglementant la coordination et la sécurité des travaux (Voirie - Réseaux - Divers), sur les voies ouvertes à la circulation publique, du 4 janvier 1993,
- Vu** le Règlement de voirie de la ville de Houilles, publié le 22 mars 2012,

Considérant la demande en date du 11 mai 2026 de la ville de Houilles, pour l'organisation de la soirée du jumelage, le 22 mai 2026.

Considérant la nécessité de réglementer temporairement la circulation et le stationnement pour assurer la sécurité publique, rue Félix Toussaint, rue Jules Guesde et allée Albert-Laporte.

ARRÊTÉ :

Article 1^{er} : Le vendredi 22 mai 2026 de 13h00 à 02h00, la circulation et le stationnement des véhicules seront interdits dans les voies suivantes :

- Rue Félix Toussaint,
- Rue Jules Guesde,
- Allée Albert-Laporte.

Article 2 : Le présent arrêté devra être affiché par les services techniques, 48h avant la date de début de la manifestation.

Article 3 : La signalisation et le balisage seront effectués, par les soins des services techniques de la ville de Houilles.

Article 4 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (Art. L. 411-7 CRPA).

Article 5 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles par courrier ou sur le site Télérecours citoyens (www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, ou à compter de la réponse explicite ou implicite de M. le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Article 6 : Madame la Directrice du cadre de vie, M. le Chef de service de la Police Municipale et M. le Commissaire de Police de la circonscription de Sartrouville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Houilles, le 12 mai 2026

Charles HÉBERT



Conseiller municipal délégué à l'Environnement,
la Voirie et la Mobilité.